

 Chantal Delsol¹

INSTITUT DE FRANCE

Ethique et politique : les questions modernes et post-modernes

 <https://doi.org/10.15633/9788383701073.03>

Relation et signification de la morale et de la politique : d'Aristote à Machiavel et Hobbes, la rupture moderne

Chez Aristote la morale et la politique sont corrélées : la morale cherche le bien particulier, la politique cherche le bien commun. Elles ont donc le même but et marchent du même pas. Le bien c'est le lien : la morale et la politique cherchent le lien, dans des sociétés hiérarchisées.

La séparation de la politique et de la morale se produit avec Machiavel puis Hobbes. La politique cesse d'être la sœur cadette de la morale pour devenir une lutte, une guerre. En politique, le lien est remplacé par la lutte. Nous sommes bien loin d'Aristote. C'est la Modernité.

1 Professeur émérite de philosophie universitaire, membre de l'Institut de France.

La pensée politique moderne reste structurée par Machiavel et Hobbes. Elle a tourné définitivement la page de l'aristotélisme et du thomisme (malgré des tentatives avortées d'y retourner avec la philosophie chrétienne du début du XX^e siècle). Elle est dominée par l'idée du conflit. Alors la saison révolutionnaire donne un sens et un but à cette lutte : elle veut l'égalité entre les individus. La politique qui est lutte, sert une morale d'égalité. La politique et la morale renouent une alliance nouvelle, qui s'épanouit dans la théorie marxiste. La guerre est partout parce que les sociétés sont inégales, partout existent des dominations cachées, il faut des combats internes pour abolir les dominations et conquérir l'égalité qui est le chiffre du bien.

Nous vivons actuellement, avec le courant décolonial dit encore woke, la suite du marxisme, ou si l'on veut, une version désespérée du marxisme. Aujourd'hui encore, comme c'était le cas chez les communistes, il faut des guerres partout dans le but d'obtenir l'égalité partout. Cependant le marxisme couronnait cette guerre totale d'un espoir immense: des lendemains pacifiés entièrement et pour toujours, grâce à l'éradication des coupables. Avec cette utopie moderne, il s'agissait bien, entr'autres, d'éradiquer l'État. En revanche le post-moderne est anti-utopique et ne caresse plus d'espoirs grandioses. Aussi l'existence se résume-t-elle désormais à la guerre perpétuelle contre les dominations polymorphes. La lutte n'est plus un moyen pour parvenir au paradis, mais elle est l'existence même – parce qu'il n'y a plus de paradis. Elle vise de petites victoires égalitaires au jour le jour, mais n'attend pas une société qui rendrait inutile la lutte elle-même. La guerre représente pour ainsi dire l'état des lieux, le pays natal et le pays pour toujours. Elle ne voit pas d'avenir qui signifierait sa résolution. La lutte contre les dominations ressemble à celle de Marx, mais elle est devenue permanente. La lutte des classes attendait de façonner l'avenir radieux. La lutte des races au contraire considère qu'il n'y a pas de petite victoire, et semble s'employer à vider éternellement la mer.

On le voit, la politique de la modernité est asservie à la morale moderne. Elle sert moins les intérêts du pays (ce qui est pourtant sa finalité intrinsèque) que la morale de l'égalité.

D'hier à aujourd'hui : la question du prescripteur de la morale

Par ailleurs, le moment présent, dit post-moderne, ouvre un nouvel épisode concernant le prescripteur de la morale. Il y a encore un siècle, dans les pays

d'Occident c'étaient les Églises qui prescrivaient la morale commune. Aujourd'hui, ce sont les États. La substitution est significative, et lourde de conséquences.

Certains pensent que nous sommes dans une période relativiste, où l'on ne saurait plus ce qu'est le bien et le mal. Mais il me semble que c'est tout à fait faux. Ce qui se passe : il y a eu un retournement moral. Du point de vue des mœurs, ce qui était permis ou admis, est défendu (la torture, la pédophilie, la guerre), et inversement, ce qui était défendu est permis (le divorce, l'avortement, l'homosexualité). Mais qui s'occupe de proclamer et de faire appliquer ces nouvelles normes? Comme il n'y a plus de religion dominante ni d'Église influente, les seules élites sont celles du pouvoir. Les gouvernements, aidés par des intellectuels autorisés, font voter des lois de transformation radicale du permis et du défendu, et les font appliquer.

L'effacement des religions traditionnelles, qui n'ont plus assez de force pour imposer une morale, a laissé la morale commune entre les mains de la seule instance qui reste : l'État.

Il faut préciser que ce n'est pas là une véritable nouveauté. Mais plutôt un retour à l'âge des paganismes. Dans les civilisations anciennes quelles qu'elles soient, la morale est toujours aux mains des gouvernants, pendant que la religion qui ne concerne que les rites, est assumée par les prêtres. C'est le judaïsme qui pour la première fois enlève la morale des mains de l'État pour la confier à la religion – les Tables de la loi. Ainsi, pendant presque deux millénaires de l'âge chrétien, la morale est issue de la religion et elle inspire la politique sans se confondre avec elle. Ce sont les prêtres qui décrètent les principes moraux de la société.

Cet âge est aujourd'hui révolu. La prescription morale est passée des mains des prêtres aux mains des politiques. Et plus encore, la plupart de nos politiques s'imaginent que leur action doit être morale davantage que politique. Nos politiques sont devenus des prédicateurs, des prêtres. Cela est vrai aussi bien sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. A l'intérieur, le politique pense que son rôle consiste à mettre en œuvre l'égalité et la solidarité bien avant l'intérêt du pays (alors que c'est l'intérêt du pays qui est le but proprement politique). A l'extérieur, le politique tient pour ennemis, en priorité, les pays qui contreviennent à l'éthique des droits de l'homme. Toutes nos guerres sont entreprises pour des raisons morales. Par ailleurs, nous sommes bien souvent prêts à subvertir l'histoire pour faire triompher la morale : tout est légitime pour grandir la légende du Bien et taire les turpitudes, comme lorsque

la France « oublie » les génocides de sa révolution. L'amalgame incestueux de la politique et de la morale permet tous les mensonges.

A ce point que la démocratie est en train de changer de définition : elle signifie de moins en moins « souveraineté du peuple » pour signifier « acceptation des normes morales post-modernes » (lorsque la Hongrie inscrit dans sa constitution que le mariage est un contrat entre un homme et une femme, les instances de Bruxelles dénoncent ce pays comme non-démocratique).

L'éthique inspire tous les domaines de la vie, elle est une atmosphère générale.

Les relations entre morale et politique, et leur rôle respectif, ont été brouillés et perdus. Il faudrait dénoncer leur identification, les séparer, les spécifier chacune, et donc revoir leurs relations.

